

**ARRÊTÉ DCAT/BEPE/n° 2025-217**  
**du 16 JUIN 2025**

**complémentaire pour l'exploitation d'une unité de déconditionnement de biodéchets par la société  
SUEZ RV LORRAINE à Fameck**

Le Préfet de la Moselle  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles R 181-45 et R. 181-46 ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret du 16 janvier 2023 portant nomination de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

**Vu** le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;

**Vu** l'arrêté DCL n°2025-A-45 du 19 mai 2025 portant délégation de signature de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 2 mars 2023 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de déconditionnement de biodéchets ayant fait l'objet d'un tri à la source en vue de leur valorisation organique relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2783 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/n°2024-81 du 18 avril 2024 portant autorisation environnementale relative à l'exploitation par la société SUEZ RV LORRAINE d'un site de tri, transit, regroupement et traitement de déchets sur le territoire de la commune de Fameck ;

**Vu** le dossier de porter à connaissance déposé par la société SUEZ RV LORRAINE le 17 juin 2024, complété le 11 septembre 2024, le 16 décembre 2024, le 11 février 2025 et le 13 février 2025, pour la modification des conditions d'exploitation de son établissement situé à Fameck en vue de la création d'une unité de déconditionnement de biodéchets ;

**Vu** la décision du 10 juillet 2024 de non-soumission à évaluation environnementale du projet de la société SUEZ RV LORRAINE d'implantation sur le territoire de la commune de Fameck d'une unité de déconditionnement à partir de biodéchets emballés d'origine animale ou végétale ;

**Vu** l'avis des services consultés ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement du 25 février 2025 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/n°2025-106 portant ouverture d'une participation du public par voie électronique du 14 au 30 avril 2025 ;

**Vu** l'absence d'observations du public formulées au cours de la consultation du public ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté le 06 mai 2025 à la connaissance de l'exploitant ;

**Vu** les observations formulées par l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral, par courrier du 21 mai 2025 ;

**Considérant** que les biodéchets déconditionnés sur le site SUEZ RV Lorraine à Fameck sont destinés à être dirigés uniquement vers des installations de méthanisation et que l'intérêt agronomique des matières entrantes est à démontrer par l'exploitant d'une installation de méthanisation ;

**Considérant** que les modifications apportées ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement au regard des moyens de prévention ou de protection prévus ou mis en place par l'exploitant ;

**Considérant** que la modification projetée est notable mais non substantielle au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

**Considérant** qu'il apparaît nécessaire d'actualiser les conditions de l'autorisation d'exploiter les installations par arrêté préfectoral complémentaire ;

**Considérant** que la demande constitue une modification notable rendant nécessaire la consultation du public dans les formes et délais prévus par l'article L.123-19-2 du code de l'environnement ;

**Considérant** l'absence d'observations du public lors de la consultation du public ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de la Moselle,

## **A R R Ê T E**

### **Article 1<sup>er</sup>**

La société SUEZ RV LORRAINE (SIRET 398 911 149 00050), dont le siège social est situé 5 rue des Drapiers à Metz, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté pour l'exploitation de ses installations implantées sur le territoire de Fameck, Boucle des Dinandiers.

### **Article 2**

L'article 1.1.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 avril 2024 susvisé est modifié comme suit :

Préfecture de la Moselle - 9, place Jean-Marie Rausch - BP 71014 - 57034 METZ CEDEX 1 - Tél. : 03 87 34 87 34

[www.moselle.gouv.fr](http://www.moselle.gouv.fr)

Accueil du public – renseignements généraux : du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h00 à 16h00

### « 1.1.5 Consistance des installations autorisées

Le site comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est notamment constitué des éléments suivants :

- Une base-vie comprenant bureaux et sanitaires, localisée au niveau de l'entrée du site ;
- Un pont-bascule pour les déchets entrants et un pont-bascule pour les déchets sortants ;
- Un hall d'environ 3 000 m<sup>2</sup>, localisé à l'Est du site (anciennement hall de tri pour la collecte sélective) accueillant une presse à balles et qui permettra le stockage de plastiques, de papier et de cartons en balles et en vrac ;
- Un hall d'environ 2 100 m<sup>2</sup>, localisé au Sud-Ouest du site, accueillant une presse à balles et des stockages de déchets à trier et de plastiques/cartons en vrac à presser ;
- Un hall d'environ 950 m<sup>2</sup>, localisé au Nord du site, accueillant les quais de déchargement des ordures ménagères, les stockages de refus de tri et de déchets ultimes, ferrailles et bois en benne, et de plâtre en fosse ;
- Une aire de stockage et de broyage du CSR ;
- Une aire de stockage et de broyage du bois de 2800 m<sup>2</sup> ;
- Une aire de stockage des balles ;
- Une zone de collecte des déchets provenant du producteur initial, localisée à l'Ouest du site ;
- **Une unité de déconditionnement de biodéchets, localisée au Nord du site ;**
- Des voiries imperméabilisées et des espaces verts ;
- Un bassin de rétention à ciel ouvert des eaux de ruissellement et de confinement des eaux d'extinction.

Aucune excavation de terres n'est réalisée dans le périmètre de l'établissement, **hormis sur l'emprise du chantier dédiée à l'unité de déconditionnement de biodéchets et sous réserve du respect :**

- **du plan de gestion des terres excavées (traitement, vers des filières adaptées, déterminé par l'analyse des terres excavées sur tas lors de la phase chantier) ;**
- **et de la hiérarchie du mode de traitement fixée à l'article L541-1 II du code de l'environnement.**

**Les justificatifs du respect de ces conditions cumulatives sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.**

Ces installations sont exploitées conformément au plan de masse des installations, joint en annexe 1 du présent arrêté. »

### **Article 3**

L'article 1.1.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 avril 2024 susvisé est modifié comme suit :

#### « 1.1.6 Horaires de fonctionnement

Les installations sont exploitées du lundi au vendredi selon les plages horaires maximales suivantes :

- Activité de broyage (CSR et bois) : 8h00 à 18h00 ;
- **Activité de biodéconditionnement : 7h00 à 21h00. Aucune circulation de camions n'est autorisée sur le site entre 20h00 et 21h00 ;**
- Autres activités : 7h00 à 20h00.

**L'activité de déconditionnement est susceptible de fonctionner exceptionnellement les samedis de 7h00 à 14h00 selon un calendrier, défini en début d'année, en fonction notamment des rattrapages de collectes (jours fériés, événements exceptionnels). Ce calendrier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »**

#### Article 4

A l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 avril 2024 susvisé, le tableau relatif aux rubriques ICPE est complété par la ligne suivante :

«

<i>Rubrique</i> <i>e</i>	<i>Régime *</i>	<i>Libellé de la rubrique (activité)</i>	<i>Nature de l'installation</i>
2783-1	E	Installation de déconditionnement de biodéchets ayant fait l'objet d'un tri à la source en vue de leur valorisation organique 1- La quantité de biodéchets déconditionnés étant supérieure ou égale à 30 t/j.	La quantité de biodéchets déconditionnés est de maximum 90 t/j, soit 27000 t/an.

»

#### Article 5

Le tableau relatif au prélèvement maximal annuel autorisé dans le réseau public d'alimentation en eau potable figurant à l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 avril 2024 susvisé est modifié comme suit :

«

<i>Origine de la ressource</i>	<i>Prélèvement maximal annuel (m<sup>3</sup>/an)</i>
Réseau public d'alimentation en eau potable	6100

»

#### Article 6

L'article 6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 avril 2024 susvisé est complété comme suit :

« Les résidus de production de l'unité de déconditionnement de biodéchets font l'objet d'une valorisation systématique via les unités de valorisation énergétique ou en CSR. Leur élimination en stockage est autorisée uniquement dans le cas où les résidus sont testés impropres à l'incinération. Les justificatifs sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

#### Article 7

L'article 6.4.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 avril 2024 susvisé est modifié comme suit :

« 6.4.1.2 Déchets admissibles dans les autres installations du site

Les déchets admissibles dans les autres installations du site sont précisés en annexe 5 du présent arrêté ***hormis pour les déchets admissibles dans l'unité de déconditionnement de biodéchets, qui sont précisés en annexe 6 du présent arrêté.***





## Article 10

L'annexe 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 avril 2024 susvisé est modifiée comme suit :

### **« ANNEXE 2 : LOCALISATION DES PIÉZOMÈTRES »**



»

## **Article 11**

Une annexe 6 comme suit est ajoutée à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 avril 2024 susvisé :

### **« ANNEXE 6 :**

#### **DÉCHETS ADMISSIBLES DANS L'UNITÉ DE DÉCONDITIONNEMENT DE BIODÉCHETS**

2	<b>DÉCHETS PROVENANT DE L'AGRICULTURE, DE L'HORTICULTURE, DE L'AQUACULTURE, DE LA SYLVICULTURE, DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE AINSI QUE DE LA PRÉPARATION ET DE LA TRANSFORMATION DES ALIMENTS</b>
02 01	Déchets provenant de l'agriculture, de l'horticulture, de l'aquaculture, de la sylviculture, de la chasse et de la pêche
02 01 02	Déchets de tissus animaux déchets provenant de l'agriculture, de l'horticulture, de l'aquaculture, de la sylviculture, de la chasse et de la pêche
02 01 99	Déchets non spécifiés ailleurs
02 02	Déchets provenant de la préparation et de la transformation de la viande, des poissons et autres aliments d'origine animale
02 02 03	Matières impropres à la consommation ou à la transformation. Provenant de la préparation et de la transformation de la viande, des poissons et autres aliments d'origine animale
02 02 99	Déchets non spécifiés ailleurs
02 03	Déchets provenant de la préparation et de la transformation des fruits, des légumes, des céréales, des huiles alimentaires, du cacao, du café, du thé et du tabac, de la production de conserves, de la production de levures et d'extraits de levures, de la préparation et de la fermentation de mélasses
02 03 02	Déchets d'agents de conservation
02 03 04	Matières impropres à la consommation ou à la transformation
02 03 99	Déchets non spécifiés ailleurs
02 04	Déchets de la transformation du sucre
02 04 99	Déchets non spécifiés ailleurs
02 05	Déchets provenant de l'industrie des produits laitiers
02 05 01	Matières impropres à la consommation ou à la transformation déchets provenant de l'industrie des produits laitiers
02 05 99	Déchets non spécifiés ailleurs
02 06	Déchets de boulangerie, pâtisserie, confiserie
02 06 01	Déchets de boulangerie, pâtisserie, confiserie : matières impropres à la consommation ou à la transformation
02 06	Déchets non spécifiés ailleurs



99	
02 07	Déchets provenant de la production de boissons alcooliques et non alcooliques (sauf café, thé et cacao)
02 07 01	Déchets provenant du lavage, du nettoyage et de la réduction mécanique des matières premières
02 07 02	Déchets de la distillation de l'alcool
02 07 04	Matières impropres à la consommation ou à la transformation
02 07 99	Déchets non spécifiés ailleurs
16 03	Loupés de fabrication et produits non utilisés
16 03 06	Déchets d'origine organique autres que ceux visés à la rubrique 16 03 05
19 08	Déchets provenant d'installations de traitement des eaux usées non spécifiés ailleurs
19 08 09	Mélanges de graisse et d'huile provenant de la séparation huile/eaux usées contenant seulement des huiles et graisses alimentaires
20 01	Fractions collectées séparément (sauf section 15 01)
20 01 08	Déchets de cuisine et de cantine biodégradables
20 01 25	Huiles et matières grasses alimentaires
20 01 99	Autres fractions non spécifiées ailleurs
20 03	Autres déchets municipaux
20 03 02	Déchets de marchés

»

### **Article 12 : Informations des tiers**

1) Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Fameck et pourra y être consultée par toute personne intéressée

2) Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché dans la mairie de Fameck pendant une durée minimum d'un mois ;  
Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire de Fameck

3) L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois : publications – publicité légale installations classées et hors installations classées – arrondissement de Thionville – autres publications (arrêtés préfectoraux)

### **Article 13 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est chargé de l'inspection des installations classées, et le maire de Fameck sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société SUEZ RV Lorraine.



Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au sous-préfet de Thionville et au maire de Fameck

Fait à Metz, le 16 JUIN 2025

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,



Richard Smith

### **Délais et voies de recours**

En application de l'article R 181-50 du code de l'environnement, les décisions mentionnées aux articles L. 181-12 à L 181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

« 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R ; 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°."

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Le recours peut également être déposé par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » depuis le site <http://www.telerecours.fr>

